

LA ROCHELLE - LAGORD

05 46 67 27 22
lagord@steco.fr

POITIERS

05 49 58 05 05
poitiers@steco.fr

PARIS

01 43 27 10 01
paris@steco.fr

BORDEAUX - GRADIGNAN

05 56 89 84 84
gradignan@steco.fr

LA FLOTTE EN RÉ

05 46 09 50 02
laflotte@steco.fr

ROCHEFORT

05 46 87 08 54
rochefort@steco.fr

LES HERBIERS

02 51 91 04 97
lesherbiers@steco.fr

FONTENAY-LE-COMTE

02 51 69 04 44
fontenay@steco.fr

CHOLET

02 41 58 63 20
cholet@steco.fr

**AGENCE DEPARTEMENTALE DU TOURISME
DE LA VIENNE
1 place Aristide Briand
86000 Poitiers**

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les Comptes Annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024**

Siège social

1 rue Louis Proust - Pôle République 3 - BP 1069
86061 POITIERS CEDEX 9
Tél. 05 49 58 05 05 - Fax. 05 49 37 13 00

SARL au capital de 7 500 euros
RCS Poitiers 489 052 050
APE 6920 Z
N° intracommunautaire FR 25489052050



lagord@steco.fr

www.steco.fr
www.audecia.com

**AGENCE DEPARTEMENTALE DU TOURISME
DE LA VIENNE**

1 place Aristide Briand
86000 POITIERS

**Rapport du Commissaire aux Comptes
Sur les Comptes Annuels**
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AGENCE DEPARTEMENTALE DU TOURISME DE LA VIENNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment :

-Le paragraphe « Autres informations d'importance significative » de l'annexe qui expose les principes retenus sur le traitement des secteurs d'activité distincts pour l'établissement des comptes. Dans le cadre de notre appréciation des principes et estimations comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés de comprendre le mode de calcul des coefficients utilisés, de leur correcte application et de la cohérence de l'information mentionnée dans l'annexe avec ce calcul.

-Le paragraphe « fonds dédiés » de l'annexe qui expose les principes retenus sur le traitement des subventions. Nous avons porté une attention particulière à la vérification de l'exhaustivité et du rattachement de ces subventions au bon exercice, et le cas échéant de l'affectation en fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de moral et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette

appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Poitiers, le 19 Juin 2025

Pour HSF AUDIT



Laurent MORILLON
Gérant

Commissaire aux Comptes

AGENCE DEPARTEMENTALE DU TOURISME DE LA VIENNE

BILAN AU 31/12/2024 (présentation simplifiée)

ACTIF	BRUT	AMORT & PROV	NET AU 31/12/2024	NET AU 31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	238 162,91	89 426,34	148 736,57	113 820,59
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	245 625,32	203 695,19	41 930,13	12 863,63
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	19 732,00	-	19 732,00	2 060,00
TOTAL 1 - ACTIF IMMOBILISE	503 520,23	293 121,53	210 398,70	128 744,22
STOCKS DE MARCHANDISES	7 883,76	-	7 883,76	21 085,13
CREANCES CLIENTS	22 068,52	-	22 068,52	117 909,75
AUTRES CREANCES	709 440,16	-	709 440,16	575 331,64
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	-	-	-	17 141,00
DISPONIBILITES	1 096 261,74	-	1 096 261,74	1 163 031,64
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	32 070,44	-	32 070,44	43 478,43
TOTAL 2 - ACTIF CIRCULANT	1 867 724,62	-	1 867 724,62	1 937 977,59
TOTAL ACTIF			2 078 123,32	2 066 721,81



PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS DE RESERVE	688 100,11	644 639,25
RESULTAT DE L'EXERCICE	68 931,03	43 460,86
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	-	-
TOTAL 1 - FONDS PROPRES	757 031,14	688 100,11
FONDS DÉDIÉS	736 021,95	485 885,67
TOTAL 2 - FONDS DÉDIÉS	736 021,95	485 885,67
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	174 748,00	224 770,34
TOTAL 3 - PROVISIONS POUR R & C	174 748,00	224 770,34
DETTES FOURNISSEURS	178 875,39	332 794,50
DETTES FISCALES ET SOCIALES	229 136,19	330 171,19
AUTRES DETTES	2 310,65	-
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-	5 000,00
TOTAL 4 - DETTES	410 322,23	667 965,69
TOTAL PASSIF	2 078 123,32	2 066 721,81



COMPTE DE RÉSULTAT 2024 (PRÉSENTATION SIMPLIFIÉE)



	Résultat 2022	Résultat 2023	Budget 2024	Résultat 2024	Var. budget / réalisé
Cotisations	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0%
Produits de prestations	336 721,83 €	339 642,96 €	159 343,19 €	143 209,81 €	-10%
Subventions de fonctionnement	1 704 831,00 €	1 570 774,92 €	1 952 803,30 €	2 123 000,00 €	9%
Ressources liées à la générosité du public	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0%
Contributions financières	9 360,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0%
Autres produits et Transferts de charge	128 786,34 €	90 896,25 €	87 094,02 €	250 253,58 €	187%
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	2 179 699,17 €	2 001 314,13 €	2 199 240,51 €	2 516 463,39 €	14%
Consommations	76 786,97 €	99 026,32 €	39 018,76 €	34 704,80 €	-11%
Services extérieurs	556 180,81 €	416 682,48 €	721 923,90 €	650 962,98 €	-10%
Aides financières	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0%
Impôts et taxes	70 378,52 €	62 566,70 €	67 303,28 €	63 047,44 €	-6%
Frais de personnel	1 433 484,50 €	1 356 911,52 €	1 342 356,21 €	1 386 092,51 €	3%
Dotations aux amortissements et provisions	58 978,84 €	42 124,18 €	50 593,64 €	54 417,86 €	8%
Report en fonds dédiés	38 349,10 €	0,00 €	0,00 €	294 578,48 €	-
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 234 158,74 €	1 977 311,20 €	2 221 195,79 €	2 483 804,07 €	12%
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-54 459,57 €	24 002,93 €	-21 955,28 €	32 659,32 €	
PRODUITS FINANCIERS	1 497,74 €	5 804,68 €	11 900,00 €	13 086,81 €	10%
CHARGES FINANCIÈRES	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0%
RESULTAT FINANCIER	1 497,74 €	5 804,68 €	11 900,00 €	13 086,81 €	10%
PRODUITS EXCEPTIONNELS	65 371,10 €	30 027,95 €	10 305,28 €	27 532,96 €	167%
CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 594,37 €	15 458,70 €	0,00 €	2 289,06 €	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	58 776,73 €	14 569,25 €	10 305,28 €	25 243,90 €	145%
IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS	379,92 €	916,00 €	250,00 €	2 059,00 €	724%
RESULTAT DE L'EXERCICE	5 434,98 €	43 460,86 €	0,00 €	68 931,03 €	-
Evaluation des contributions volontaires en nature					
861 Mise à disposition gratuite de biens - locaux - matériel	85 061,00 €	80 295,88 €		80 295,88 €	
862 Prestations	33 023,66 €	37 000,86 €		31 837,47 €	
Total	118 084,66 €	117 296,74 €		112 133,35 €	
871 Prestations en nature	118 084,66 €	117 296,74 €		112 133,35 €	
Total	118 084,66 €	117 296,74 €		112 133,35 €	



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE 2024 (1er janvier 2024 - 31 décembre 2024)

IDENTIFICATION

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total s'élève à 2 078 123,32 € et au compte de résultat de l'exercice, dont le total des produits est de 2 557 083,16 €, le total des charges est de 2 488 152,13 € et dégageant un résultat (bénéfice) de 68 931,03 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et les tableaux figurant aux pages 1 à 16, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

L'Agence Départementale du Tourisme de la Vienne, nouvelle dénomination de l'Agence de Créativité et d'Attractivité du Poitou est un organisme à prépondérance non lucrative qui a développé des activités relevant d'un secteur lucratif.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, les principes comptables ont été appliqués dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et d'indépendance des exercices ; et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il n'existe aucune dérogation aux conventions générales comptables.

MODIFICATIONS DES METHODES DE PRESENTATION ET D'EVALUATION

Par rapport à l'exercice précédent, il n'existe pas de modification en ce qui concerne la présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues.

Par ailleurs les fonds dédiés ne figurent au compte de résultat que pour leur variation constatée dans l'année.

REPRISE EXCEPTIONNELLE D'AMORTISSEMENTS

Il n'existe pas de reprise exceptionnelle d'amortissements.

PRODUITS A RECEVOIR RATTACHÉS AUX POSTES D'ACTIF

POSTES DU BILAN	MONTANT
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
CREANCES	
- Clients et comptes rattachés	
- Autres créances	20 816,18 €
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	20 816,18 €

CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

POSTES DU BILAN	Montant net au début de l'exercice	Augmentation	Dotation de l'exercice	Montant net à la fin de l'exercice
Charges différées				0,00 €
Frais d'acquisition des immobilisations				0,00 €
Frais d'émission d'emprunts				0,00 €
Charges à étaler				0,00 €
TOTAUX	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

POSTES DU BILAN	Exploitation	Hors exploitation
Charges constatées d'avance	32 070,44 €	
- Primes d'assurance	1 447,41 €	
- Prestations informatiques : abonmts logiciels	14 655,20 €	
- Prestations informatiques : maint. et hébergmt	7 967,33 €	
- Parking véhicules	3 575,00 €	
- Honoraires	788,48 €	
- Location de matériels	1 348,64 €	
- Téléphonie et internet	260,76 €	
- Abonnements presse	679,48 €	
- Fournitures de bureau	1 195,49 €	
- Divers	152,65 €	
Produits constatés d'avance	0,00 €	
- Subventions d'exploitation	0,00 €	
- Divers	0,00 €	



CHARGES A PAYER RATTACHEES AUX POSTES DE DETTES

Postes du bilan où sont incluses des charges à payer	Détail	Montant du poste
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		82 869,46 €
- Fournisseurs secteur NL, fact non parvenues	24 949,62 €	
- Fournisseurs secteur L, fact non parvenues	57 919,84 €	
Dettes fiscales et sociales		161 115,69 €
- Congés à payer et CET secteur NL	105 899,99 €	
- Congés à payer et CET secteur L	41 055,00 €	
- Taxe sur les salaires	13 379,05 €	
- Organismes sociaux - prestations à percevoir	0,00 €	
- Etat - IS et prélèvement à la source	781,65 €	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		0,00 €
- Organismes sociaux	0,00 €	
- Divers	0,00 €	
TOTAL.....		243 985,15 €



COMPARAISON D'UN EXERCICE A L'AUTRE

Il n'existe pas de modification des règles comptables ou distorsions significatives empêchant la comparaison entre les postes et rubriques des comptes annuels du présent exercice et ceux de l'exercice précédent.

Les comptes de l'association sont scindés afin de faire apparaître la part relative au secteur "lucratif" soumis aux impôts commerciaux depuis le 1er janvier 2000.

D'autre part, un audit comptable et organisationnel mené fin 2018 a conduit à réorienter certaines missions du secteur lucratif vers le secteur non lucratif afin de mieux correspondre à leur nature.

Les activités sont clairement sectorisées dans les comptes de l'association.

MODES ET METHODES D'EVALUATION

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluation ci-après ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels :

* immobilisation

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu, le cas échéant, des frais de mise en utilisation. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

* Stocks

Les stocks de fournitures et de marchandises sont évalués au dernier prix d'achat connu.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

* créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

* disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

* valeurs mobilières de placement

La méthode d'évaluation est la méthode premier entré - premier sorti.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

* produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Les achats d'art sont dorénavant immobilisés et font l'objet d'un amortissement depuis l'exercice 2022.

METHODE DE CALCUL DES AMORTISSEMENTS

Le mode d'amortissement est l'amortissement linéaire, à l'exception s'il y a lieu des immobilisations pour lesquelles l'amortissement dégressif, conforme aux règles fiscales, est considéré comme économiquement justifié par la politique de renouvellement des investissements. Les taux les plus généralement utilisés sont les suivants :

Nature des biens	Taux linéaire	Taux dégressif
Logiciels	20% à 100%	
Achats d'art	10% à 100%	
Constructions	NC	-
Installations générales et agencements des constructions	20%	-
Installations techniques, matériels et outillages industriels	10% à 50%	-
Installations générales et agencements divers	20%	-
Matériel de transport	20% à 50%	-
Matériel de bureau et informatique	20% à 50%	-
Mobilier de bureau	10% à 20%	



IMMOBILISATIONS

		IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immo au début de l'exercice	AUGMENTATIONS		DIMINUTIONS		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
				Consécutives à une réévaluation	Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste	Par virement de poste à poste	Par cession ou mise hors service	
Incorp.	Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL I						
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II	190 286,91 €		76 756,00 €		28 880,00 €	238 162,91 €
	Terrains							
	Constructions							
	Installations techniques, matériel et outillage industriels							
	Autres immobilisations corporelles		65 388,89 €					65 388,89 €
			50 970,01 €		41 472,00 €		34 980,00 €	57 462,01 €
			148 293,26 €				25 518,84 €	122 774,42 €
	Immobilisations corporelles en cours							
	Avances et acomptes							
		TOTAL III	264 652,16 €		41 472,00 €		60 498,84 €	245 625,32 €
Financières	Participations évaluées par mise en équivalence							
	Autres participations							
	Autres titres immobilisés							
	Prêts et autres immobilisations financières		2 060,00 €		17 672,00 €			19 732,00 €
		TOTAL IV	2 060,00 €		17 672,00 €			19 732,00 €
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		456 999,07 €		135 900,00 €		89 378,84 €	503 520,23 €



AMORTISSEMENTS

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements en fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de dvpmt TOTAL I					
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II		76 466,32 €	41 840,02 €	28 880,00 €	89 426,34 €
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst générales, agencements et amén.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, amén.	64 248,54 €	417,70 €		64 666,24 €
	Matériel de transport	50 970,01 €	1 454,36 €	34 980,00 €	17 444,37 €
	Matériel de bureau, info et mobilier	136 569,98 €	10 533,44 €	25 518,84 €	121 584,58 €
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL III		251 788,53 €	12 405,50 €	60 498,84 €	203 695,19 €
TOTAL GENERAL (I + II + III)		328 254,85 €	54 245,52 €	89 378,84 €	293 121,53 €

CADRE B		VENTILATION DES DOTAT* AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			CADRE C AMORT. DEROGATOIRES	
Immo amortissables		Amort linéaire	Amort dégressif	Amort exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais ets et rech TOTAL I						
Immo incorpo TOTAL II		41 840,02 €				
Terrains						
Construct*	Sur sol propre					
	Sur sol d'autrui					
	Inst généré, agencmt.					
Inst techn, mat et outillage						
Aut immo corp	Inst généré, agencmt.	417,70 €				
	Mat de transport	1 454,36 €				
	Mat bureau, info et mob	10 533,44 €				
	Emballages récup					
TOTAL III		12 405,50 €				
Total général (I + II + III)		54 245,52 €				

CADRE D					
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices		Montant net au début le d'exercice	Augmentations	Dotations de l'ex aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes de remboursement des obligations					



PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse de prix				
	Provisions pour fluctuation des cours				
	Amortissements dérogatoires				
	Autres provisions réglementées				
	TOTAL I				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Provisions pour impôts				
	Provisions pour renouvellement des immobilisation				
	Provisions pour grosses réparations				
	Provisions pour indemnités de départ en retraite	218 846,00 €		44 098,00 €	174 748,00 €
	Autres provisions pour risques et charges	5 924,34 €		5 924,34 €	
	TOTAL II	224 770,34 €		50 022,34 €	174 748,00 €
Provisions pour dépréciations	des immo incorporelles				
	des immo corporelles				
	des titres mis en équivalence				
	des titres de participation				
	des autres immo financières				
	sur stocks et en cours				
	sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
	TOTAL III				
TOTAL GENERAL (I + II + III)		224 770,34 €		50 022,34 €	174 748,00 €
dont dotations et reprises :		- d'exploitation		50 022,34 €	
		- financières			
		- exceptionnelles			



ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

CADRE A		ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Act immo	Créances rattachées à des participations				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
Actif circulant	Clients douteux ou litigieux				
	Autres créances clients		22 068,52 €	22 068,52 €	
	Créances représentatives de titres prêtés				
	Personnel et comptes rattachés		80,00 €	80,00 €	
	Sécurité sociale et autres organismes				
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			
		Taxe sur la valeur ajoutée	7 178,75 €	7 178,75 €	
		Autres impôts, taxes et vers.			
		Divers			
	Groupe et associés				
	Débiteurs divers		702 181,41 €	702 181,41 €	
	TOTAUX		731 508,68 €	731 508,68 €	



ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

CADRE B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès ets de crédit	à 2 ans maxi à l'origine				
	à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		178 875,39 €	178 875,39 €		
Personnel et comptes rattachés		101 777,24 €	101 777,24 €		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		89 435,43 €	89 435,43 €		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	2 059,00 €	2 059,00 €		
	Taxe sur la valeur ajoutée	24 263,35 €	24 263,35 €		
	Obligations cautionnées				
	Taxe sur les salaires	13 379,05 €	13 379,05 €		
	Impôts sur le revenu - PAS	781,65 €	781,65 €		
	Autres impôts, taxes et assimilés	-2 559,53 €	-2 559,53 €		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés					
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAUX		408 011,58 €	408 011,58 €		



AUTRES INFORMATIONS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE

L'association répartit en deux secteurs d'activité distincts son activité dont le financement est assuré par deux subventions du Conseil Départemental : une subvention de fonctionnement et une subvention dédiée aux actions.

Cette répartition, corrigée des réaffectations opérées à partir de 2019, a des incidences en matière de TVA et de taxe sur les salaires :

→ Concernant la TVA, une régularisation de la TVA déductible est effectuée en début d'exercice N+1 après application d'un coefficient, lui-même déterminé en fonction de l'imputation d'une quote-part de subvention de fonctionnement.

Ce coefficient est déterminé par un ratio auquel on intègre au dénominateur cette quote-part de subvention de fonctionnement. Il s'est élevé à 0,34 pour 2024 alors qu'il se situait à 0,48 en 2023.

→ Concernant la taxe sur les salaires, il s'agit d'appliquer un coefficient, lui-même déterminé en fonction d'un ratio auquel on a imputé au dénominateur le montant du chiffre d'affaires réalisé.

Les analyses menées par nos avocats fiscalistes, tant en 2014 qu'en 2018, ont confirmé le non assujettissement à la TVA de la subvention accordée par le Conseil Départemental et ce en sa totalité.

Il a été par ailleurs maintenu un secteur 'lucratif', nous assurant de son caractère non prépondérant, ce secteur regroupant plus particulièrement les activités de réservation, de classement et de boutique.

En l'état, ce secteur 'lucratif' aurait dégagé un déficit de 336 K€ mettant en évidence une activité mixte (lucrative et non lucrative) dont l'impact a été pris en considération au travers du coefficient d'assujettissement de TVA appliqué à ce secteur.

Autres informations :

Il n'existe pas d'incertitude sur la capacité de l'association à poursuivre l'activité en 2024.



AUTRES INFORMATIONS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE (suite)

TABLEAU DES SUBVENTIONS PERCUES

Origine	Nature	Montant
Conseil Départemental 86	Fonctionnement	1 450 000,00 €
Conseil Départemental 86	Actions	350 000,00 €
Conseil Départemental 86	Autres subventions	260 000,00 €
Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine	Actions	63 000,00 €
Etat	Autres subventions	
Communes et Com. Com.	Fonctionnement	
Europe (FEDER)	Autres subventions	

Ces subventions sont exclusivement des subventions d'exploitation.

Confer page 15 et 16 de la présente annexe pour les informations concernant les fonds dédiés.

DONNEES CHIFFREES SUR LES ACTIVITES (HT)	
Commissions sur activité réceptif groupes	35 645,48 €
Commissions sur activité réceptif individuels	93,77 €
Marge brute sur activité boutiques	62 284,61 €
Prestations classement/labels et divers	22 083,55 €

Il est à noter que l'ADT86, conformément aux recommandations comptables, constitue une provision pour indemnités de départ en retraite depuis l'exercice 2003. Cette provision fait l'objet d'un réajustement chaque année. Elle s'élève à 174 748 € au 31 décembre 2024. Elle est calculée individuellement en fonction de l'âge du salarié, de son ancienneté et du risque qu'il soit présent à l'effectif au moment de son départ à la retraite. Ce risque est très faible en début de carrière puis évolue progressivement avant de progresser de façon exponentielle en fin de carrière afin d'atteindre 100% à l'âge de départ à la retraite.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- Logiciel utilisé : Fidesoft
- Date de départ en retraite : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3.25%
- Table de mortalité : TV 88/90
- Taux de rotation du personnel : 2%
- Taux d'augmentation des salaires : 1.8%



AUTRES INFORMATIONS D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE (suite)

De plus, un système de Compte Epargne Temps a été mis en place en 2003 et fait l'objet d'une provision qui est réajustée chaque année en fonction des comptes ouverts par les salariés.

Le montant de la provision associée aux compteurs ouverts s'élève à 83 842,08 € au 31/12/2024.

La rémunération brute cumulée des trois cadres les mieux rémunérés s'élève pour 2024 à 181 763,27 €.

Nous n'avons pas connu de contrôle social ou fiscal en 2024.

Par le biais de conventions, le Conseil Départemental de la Vienne met à disposition de l'ADT86 :

- des locaux d'une surface de 598 m² en centre ville de Poitiers (partagés avec l'ensemble des occupants), avec prise en charge des dépenses d'entretien et de fonctionnement.

Nature des avantages accordés gracieusement à l'ADT86 :

NATURE DES FRAIS	Montant
Mise à disposition de locaux (loyer) et entretien (mise en propreté, abonnements de sécurité, petit entretien)	112 133,35 €

Donnée évaluée et communiquée par le Conseil Départemental.

Le salon Proxi'Loisirs, traditionnellement organisé tous les deux ans, a connu une édition en 2024. Contrairement aux éditions précédentes, le financement de cet événement ne s'est pas fait par l'attribution d'une subvention spécifique mais par le remboursement de débours.

TRANSFERTS DE CHARGES

NATURE DES TRANSFERTS DE CHARGES	
Aides à l'emploi	4 500,00 €
Remboursement de débours Proxi'Loisirs	123 150,95 €
Refacturation co-locataire entrepôt	5 524,92 €
Remboursement formations	3 564,00 €
Refacturations diverses (actions mutualisées)	40 556,60 €
Refacturation partenaires Maison du Tourisme	1 013,31 €
	178 309,78 €

RESULTAT PAR ACTIVITE

Le secteur lucratif (au sens fiscal) a généré un chiffre d'affaires de 143 209,81 € composé de commissions et ventes diverses.

Le secteur dit non lucratif (au sens fiscal) ne génère aucun chiffre d'affaires.

EFFECTIF

L'effectif moyen en 2024 est de 23,61 personnes.

En 2023 il était de 31.41 personnes.



DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

POSTES DU BILAN	Nature des sûretés		
	Hypothèques	Nantissements	Autres
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et compte rattachés	-	-	-
Dettes fiscales et sociales	-	-	-
TOTAUX	0,00 €	0,00 €	0,00 €

ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DE L'ENGAGEMENT	Au profit de		
	Filiales	Participations	Autres
<u>Engagements donnés</u>			
- Cautionnements, avals et garanties	-	-	-
- Effets escomptés non échus	-	-	-
- Créances cédées ou mobilisées	-	-	-
- Agios sur emprunts	-	-	-
<u>Engagements reçus</u>			
- Garantie financière APST	-	-	518 345,00 €
TOTAUX	0,00 €	0,00 €	518 345,00 €

Afin d'exercer son activité de réservations touristiques, et dans le cadre de son inscription au registre des opérateurs de voyages et de séjours sous le numéro IM086100005, l'association doit obtenir une garantie financière de la part d'un organisme bancaire ou tout autre opérateur habilité.

Cette garantie financière est exercée depuis l'exercice 2016 par :

APST
15 AVENUE Carnot
75017 PARIS

Par ailleurs, l'assurance responsabilité civile professionnelle est garantie auprès de MMA.



FONDS ASSOCIATIFS

FONDS ASSOCIATIFS AU 31 DECEMBRE 2023	644 639,25 €
VARIATIONS ENREGISTREES EN 2024	43 460,86 €
- Affectation du résultat 2023	43 460,86 €
FONDS ASSOCIATIFS AU 31 DECEMBRE 2021	688 100,11 €



FONDS DÉDIÉS (1/2)

- Fonds dédiés plan de relance touristique

En 2020, le Conseil Départemental de la Vienne a voté un plan de relance touristique afin d'aider les professionnels du tourisme à mieux traverser la crise économique.

L'ADT86 a été désignée pour mettre en œuvre ce plan qui s'est traduit par deux dispositifs :

- attribution d'entrées enfants gratuites pour les grands sites de la Vienne
- attribution de chèques tourisme d'une valeur de 50 €, 60 € ou 120 € selon la nature des prestations consommées.

A ce titre elle a bénéficié d'une subvention globale de 750 000 €.

Cette subvention a été utilisée à hauteur de 277 510 € en 2020 puis de 198 911,65 € en 2021.

Une partie du solde de 273 578,35 € a été réaffectée par une décision du Conseil Départemental au club des hébergeurs de la Vienne pour l'organisation d'un festival (12 000 €) ramenant ainsi le solde disponible à 261 578,35 €.

Ce montant a été affecté en fonds dédiés dans le bilan au 31 décembre 2021.

Une nouvelle convention est venue préciser l'utilisation de cette somme en 2022/2023.

Ce fonds dédié a été utilisé partiellement en 2023 à hauteur de 11 900 € afin de financer la partie socle du projet billetterie "Vienne loisirs connect", puis à nouveau de 27 812 € en 2024 (outil billetterie VLC, transfert à l'association la Vienne Tourisme d'Affaires, avocat jeu immersif).

Le solde du fond dédié s'élève à 221 866,35 € au 31 décembre 2024.

- Fonds dédié club tourisme d'affaires

Le montant de 12 565,99 € qui figurait sur ce fonds dédié au 31/12/2023 a été reversé à l'association Vienne Destination Affaires.

Ce fonds dédié est soldé au 31/12/2024.

- Fonds dédié Crédit Agricole

Dans le cadre du partenariat renouvelé avec le Crédit Agricole, une subvention de 2500 € HT nous a été accordée en 2022 par la banque pour contribuer au financement d'une vidéo de promotion de la filière terroir.

Cette subvention est amortie au même rythme que la vidéo qu'elle finance soit 41,67 € en 2022, 500 € en 2023, puis 500 € en 2024.

Le solde du fonds dédié constitué s'élève à 1 458,33 € au 31 décembre 2024 et sera progressivement intégré dans les résultats des exercices 2025 à 2027.

- Fonds dédié FEDER

Une subvention FEDER a été accordée à l'ADT86 pour le financement de la photothèque et du nouveau site web.

Cette subvention de 48 331 € a été imputée pour un montant de 20 430,42 € en 2022, puis de 11 930,08 € en 2023 et de 3 564,21 € en 2024.

Le solde du fonds dédié s'élève à 12 406,29 € au 31 décembre 2024.

- Fonds dédié subventions jeu immersif

En 2022, 2023 et 2024 l'ADT86 a perçu des avances sur subventions de la part des financeurs du projet (auxquels s'ajoute la contribution initiale du Conseil Départementale traitée dans un fonds dédié spécifique au plan de relance)

- Région Nouvelle Aquitaine	90 000,00 €	
- Etat FNADT	82 712,50 €	
- Grand Poitiers	96 000,00 €	
- Conseil Départemental	100 000,00 €	368 712,50 €

Ce fonds dédié sera utilisé en 2025 à l'occasion de la sortie du jeu dont il fait l'objet.



FONDS DÉDIÉS (2/2)

- Fonds dédié lancement de marque 2024

L'intégralité du budget alloué en 2024 par le Conseil Départemental pour le financement des actions liées au lancement de la marque "La Vienne - à vous de jouer" n'a pas été consommée en 2024.

Sur le montant de 250 000 € accordé, 46 250 € dédiés à la production et la diffusion d'une vidéo de destination seront consommés en 2025.

Par ailleurs, une partie de la subvention utilisée en 2024 ayant servi au financement d'immobilisations (photos et vidéos), une quote-part du fonds dédié sera imputée chaque année au résultat au rythme des amortissements de ces investissements.

Le solde de ce fonds dédié s'élève à 113 215,03 € au 31/12/2024 (dont 46 520 € reportés à 2025 et 66 695,03 € destinés au financement des amortissements).

- Fonds dédié plan d'actions 2024

L'intégralité du budget alloué en 2024 par le Conseil Départemental pour le financement du plan d'actions n'a pas été consommée en 2024.

Sur le montant de 100 000 € accordé, 15 000 € dédiés à la communication sur le jeu immersif seront consommés en 2025 du fait du report de la sortie de l'application.

Par ailleurs, une partie de la subvention utilisée en 2024 ayant servi au financement d'immobilisations (reportage photos), une quote-part du fonds dédié sera imputée chaque année au résultat au rythme des amortissements de ces investissements.

Le solde de ce fonds dédié s'élève à 18 363,45 € au 31/12/2024 (dont 15 000 € reportés à 2025 et 3 363,45 € destinés au financement des amortissements).

Etat synthétique des fonds dédiés au 31 décembre 2024

Origine	Montant
Plan de relance départemental	221 866,35 €
Jeu immersif	368 712,50 €
Club tourisme d'affaires	- €
Crédit Agricole - vidéo filière terroir	1 458,33 €
Fonds FEDER - projets numériques	12 406,29 €
Lancement de marque	113 215,03 €
Plan d'actions 2024	18 363,45 €
	736 021,95 €

